

Séance publique du 7 juillet 2022 à 12h00

ROANNAIS
AGGLOMERATION

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DBC 2022-066

Action culturelle

Logement annexe cure
St Jean St Maurice/Loire

Bail d'habitation
à loyer conventionné avec
Coline ROULLET-MARCHAND

Membres du bureau	
En exercice	26
Présents	18
Pouvoir	1
Pour	19
Contre	0
Abstention	0

La convocation de tous les membres en exercice du bureau communautaire a été faite le **1^{er} juillet 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Marcel Augier - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Dominique Bruyère - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Sandra Creuzet - Hervé Daval - Pierre Devedeux - David Dozance - Gilles Goutaudier - Maryvonne Loughraieb - Eric Martin - Eric Peyron - Stéphane Raphaël - Clotilde Robin - Alain Rossetti - Jacques Troncy.

Etaient absents :

Absents	Pouvoir donné à	Aucun pouvoir
Daniel Fréchet		X
Guy Lafay	Marcel Augier	
Christian Laurent		X
Yves Nicolin		X
Philippe Perron		X
Jade Petit		X
Martine Roffat		X
Antoine Vermorel-Marques		

Secrétaire désigné pour la durée de la séance : David Dozance

Certifié exécutoire	11 JUIL. 2022
Reçu en Préfecture	07 JUIL. 2022
Publié	11 JUIL. 2022

Vu les articles L821-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération, et notamment la compétence facultative « Action Culturelle » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 juillet 2020, accordant une délégation de pouvoirs au Bureau Communautaire pour décider, en qualité de bailleur, ou accepter, en qualité de preneur, de conclure, de réviser, de renouveler toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, de mise à disposition du domaine public ou du domaine privé, de répartition des charges et les avenants correspondants pour une durée supérieure à 3 ans, à l'exception des baux emphytéotiques ;

Vu la convention APL (aide personnalisée au logement) n° 42-N-3-1-15-3-5-7032 en date du 17 mars 2015 passée entre l'Etat et Roannais Agglomération, pour le programme de développement des Métiers d'Art « réhabilitation d'un logement type T1 bis », ayant pris effet le 2 octobre 2015 et se terminant le 30 juin 2034, reconductible tacitement ;

Considérant que Roannais Agglomération est propriétaire du bâtiment dénommé « annexe Cure », situé rue de l'Union sur la commune de Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire, comprenant un atelier d'artisanat/boutique en rez-de-chaussée (au n° 5033) et un logement pépinière à l'étage (au n° 839) ;

Considérant que Coline ROULLET-MARCHAND, domiciliée à Cordelle (Loire), occupante de l'atelier d'artisanat/boutique de l'annexe Cure depuis le 13 juin 2022 pour exercer une activité de céramiste potier (filère métiers d'art), a sollicité Roannais Agglomération pour occuper le logement pépinière situé au sein de ladite annexe Cure à usage d'habitation principale ;

Considérant que Coline ROULLET-MARCHAND peut bénéficier d'un bail d'habitation à loyer conventionné compte tenu que ses ressources ne dépassent pas les plafonds fixés au niveau national ;

Considérant qu'un bail d'habitation à loyer conventionné est nécessaire pour formaliser les conditions d'occupation du logement de l'annexe Cure avec Coline ROULLET-MARHAND ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- approuve le bail d'habitation à loyer conventionné avec Coline ROULLET-MARCHAND, céramiste potière, domiciliée 256 route des Bords de Loire 42123 Cordelle ;
- précise que ce bail d'habitation à loyer conventionné se rapporte à l'occupation du logement de type T1 bis de l'annexe de la Cure, non meublé, d'une surface de 35,01 m², situé 839 rue de l'Union, et d'une cour commune (usage à titre partagé) située 5033 rue de l'Union, le tout sis sur la commune de Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire ;
- indique que le bail d'habitation à loyer conventionné, d'une durée de trois ans, prend effet le 8 juillet 2022 et se termine le 7 juillet 2025 inclus, reconductible tacitement par période de trois ans ;
- précise que le bail d'habitation est consenti exclusivement à usage principal d'habitation ;
- indique que l'occupation est consentie moyennant un loyer annuel de DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-SIX EUROS QUARANTE-HUIT CENTIMES (2 466,48 €), payable mensuellement à terme échu, révisable annuellement ;
- dit que l'occupant sera redevable des charges locatives ;
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de cette délibération, y compris la signature des actes à intervenir, les avenants éventuels et les résiliations.

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne

LOGEMENT ANEXE CURE – SAINT JEAN SAINT MAURICE SUR LOIRE

BAIL D'HABITATION A LOYER CONVENTIONNE

ROANNAIS AGGLOMERATION / Coline ROULLET-MARCHAND

Entre les soussignés :

ROANNAIS AGGLOMERATION, Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI), ayant son siège 63 rue Jean Jaurès CS 70005 42311 ROANNE CEDEX, identifié au SIREN sous le numéro 200 035 731, représenté par son Président en exercice Yves NICOLIN, domicilié en cette qualité audit siège, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du bureau communautaire du +++++

Désigné aux présentes sous la dénomination "le BAILLEUR"

D'UNE PART,

Et

Coline ROULLET-MARCHAND, céramiste potière, célibataire majeure, née le 09 juin 1995 à VENISSIEUX (Rhône), domiciliée 256 route des bords de la Loire 42123 CORDELLE, immatriculée au SIREN sous le numéro 829 235 647,

Satisfaisant aux conditions de ressources en application de l'article L822-6 du Code de la construction et de l'habitation,

Désignée aux présentes sous la dénomination "le PRENEUR"

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Roannais Agglomération est propriétaire de l'immeuble situé 839 rue de l'Union à Saint-Jean-Saint-Maurice-Sur-Loire (42155) comportant un atelier d'artisanat/boutique et un logement pépinière.

L'immeuble aménagé en 2013 a fait l'objet d'une **réhabilitation complète impactant la charpente, le chauffage, l'électricité, la maçonnerie, la menuiserie, la plâtrerie-peinture, la plomberie et les revêtements de sol.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

ROANNAIS AGGLOMERATION loue aux clauses et conditions ci-dessous énoncées

à Coline ROULLET-MARCHAND,

qui accepte les locaux à usage d'habitation ci-après désignés, qui constitueront la résidence principale du PRENEUR.

DESIGNATION DES LIEUX

Adresse : Annexe Cure – 839 rue de l'Union – 42155 Saint Jean St Maurice sur Loire

Désignation des locaux et équipements privés :

Au 1^{er} étage, un appartement non meublé de type T1 bis comprenant : 1 séjour coin cuisine, 1 chambre, sanitaires, 1 cellier et 1 terrasse, 1 chaudière individuelle au gaz.

Représentant une surface utile de **35,01 m²** calculée conformément aux dispositions de l'article R 442-1 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 4 du décret n° 60.1063 du 1^{er} octobre 1960.

Equipement d'accès aux technologies de l'information et de la communication

Il n'existe pas d'antenne pour la réception de la télévision.
Le raccordement internet est possible via les prises RJ45.

Enumération des parties et équipements communs :

Cour commune avec le propriétaire voisin, cet espace ne devant être en aucun cas un lieu de stockage.

Le PRENEUR déclare avoir visité les lieux et constaté que les éléments désignés ci-dessus existent.

CONVENTIONNEMENT

Le PRENEUR reconnaît avoir été informé par le BAILLEUR que le logement objet de la présente location, fait partie d'un programme conventionné en application de l'article L 351-2 (4°) du Code de la construction et de l'habitation. Un exemplaire de la **convention n° 42-N-3-1-15-3-5-7032 en date du 17/03/2015** passée entre l'Etat et le BAILLEUR, est joint au présent bail avec son annexe reproduisant les engagements de portée générale applicables à tout programme conventionné.

DUREE DU BAIL

(Article 18 des engagements de portée générale)

Le présent bail est conclu pour une durée de **3 ans** prenant effet le 8 juillet 2022 pour se terminer le 7 juillet 2025.

(Durée fixée conformément à l'article 17 de la convention n° 42-N-3-1-15-3-5-7032 en date du 02/10/2015 passé entre l'Etat et le BAILLEUR, précitée.)

RENOUVELLEMENT – DELAI - CONGE

Le présent bail, pendant la durée de la convention passée entre le BAILLEUR et l'Etat, est reconduit tacitement, sauf dénonciation expresse du PRENEUR, pour des périodes de trois ans, dans la mesure où ce dernier se conforme aux obligations de l'article 7 de la loi n° 89-462 du 6/7/1989. Au cours de chaque période triennale, le PRENEUR peut résilier le bail à tout moment, dans la condition de forme et de délai prévues aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du paragraphe 1 de l'article 15 de la loi précitée du 6/7/1989.

CLAUSE PARTICULIERE (clause exorbitante de droit commun)

La mise à disposition du logement est strictement subordonnée à l'exploitation effective des activités de métiers d'arts par le PRENEUR au sein de la boutique de l'Annexe Cure, qui lui est également mis à disposition aux termes d'une convention d'occupation.

Il est expressément convenu entre les parties que le présent bail à loyer est lié à la convention d'occupation pour la boutique de l'Annexe Cure ci-dessus visée, et que la résiliation ou l'expiration, pour quelque cause que ce soit, de ladite convention d'occupation entraînera de plein droit la résiliation du présent bail à loyer, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire ou amiable.

LOYER

La présente location est conclue moyennant un loyer annuel de DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-SIX EUROS QUARANTE-HUIT CENTIMES (2 466,48 €).
(Loyer fixé conformément au plafond prévu à l'article R 353-6 du code de la construction).

Ledit loyer est payable par fraction **mensuelle à terme échu** à la Trésorerie de Roanne Municipale.

En sus de ce loyer, le PRENEUR paiera les charges et taxes locatives récupérables.

CHARGES ET PRESTATIONS RECUPERABLES

Les charges récupérables, sommes accessoires au loyer principal sont exigibles, en contreparties :

- 1) Des dépenses d'entretien courant et des menues réparations sur les éléments d'usage commun de la chose louée qui ne sont pas la conséquence d'une erreur de conception ou d'un vice de réalisation,
- 2) Des services rendus liés à l'usage des différents éléments de la chose louée,
- 3) Des taxes locatives qui correspondent à des services dont le locataire profite directement. La liste des dites charges est fixée par le décret n° 87-713 du 26 Août 1987 à laquelle les parties déclarent se référer pour l'exécution des présentes et de leurs suites.

Il est formellement convenu que les charges récupérables, comprenant notamment l'eau, l'électricité, le gaz, la taxe d'ordures ménagères, etc., seront payables, au BAILLEUR, en même temps que le loyer, par provision mensuelle de SOIXANTE EUROS (60 €), avec régularisation annuelle lors de l'établissement définitif des comptes. Cette provision sera révisable chaque année et fixée à un moment égal au résultat du compte précédent.

Conformément au décret n° 2020-1609 du 17 décembre 2020, le montant des dépenses théoriques de l'ensemble des usages énumérés dans le DPE : chauffage, refroidissement, production d'eau chaude sanitaire, éclairage et auxiliaires de chauffage, de refroidissement, d'eau chaude sanitaire et de ventilation sont les suivants :

Chauffage – gaz naturel : 737,35 € TTC

Eau chaude sanitaire – gaz naturel : 100,19 € TTC

Consommations d'énergie pour les usages recensés : 837,54 € TTC + abonnement 262,80 € TTC

Etant ici précisé que le DPE a été réalisé en 2012 avant les travaux de réhabilitation et concerne l'immeuble entier (logement et atelier).

REVISION DU LOYER

Le loyer est augmenté ou diminué automatiquement et sans qu'une quelconque mise en demeure préalable soit nécessaire, chaque année à la date anniversaire de la date de prise d'effet du bail, en fonction de la variation de l'**indice de référence des loyers** (IRL) publié par l'INSEE.

La première indexation a lieu un an après la date de prise d'effet du bail, soit au **8 juillet 2023**.

Est retenu comme indice de référence, l'indice du **4^{ème} trimestre 2021** soit **132,62**. L'indice de révision pour le calcul de l'indexation est celui du trimestre anniversaire et ce chaque année jusqu'en fin de bail.

En cas de cessation de publication ou de disparition des indices choisis, avant l'expiration du bail et si l'INSEE publie de nouveaux indices destinés à se substituer à ceux actuellement en vigueur, le loyer se trouve de plein droit indexé sur ces nouveaux indices et le passage des anciens indices aux nouveaux indices s'effectue en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Si l'INSEE ne publie pas de nouveaux indices destinés à remplacer ceux disparus, il appartient aux parties de se mettre d'accord sur le choix d'un ou plusieurs nouveaux indices reflétant le plus exactement possible la valeur des loyers d'habitation à l'échelon national. A défaut d'accord entre elles, l'indice de remplacement est déterminé par deux experts choisis entre les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance de ROANNE.

De convention expresse entre les parties, il est stipulé que la présente clause d'indexation est une condition essentielle du bail, sans laquelle le BAILLEUR n'aurait pas contracté.

DEPOT DE GARANTIE

Le PRENEUR verse au BAILLEUR, la somme de DEUX CENT CINQ EUROS CINQUANTE-QUATRE CENTIMES (205,54 €) représentant **un mois de loyer principal** affectée expressément à garantir l'exécution des charges et obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat. Cette somme sera restituée en fin de jouissance sans intérêt, un mois après complet déménagement et remise de toutes les clefs, déductions faites de toute somme dont le PRENEUR pourrait être débiteur envers le BAILLEUR ou dont le BAILLEUR pourrait être rendu responsable pour lui. Le dépôt de garantie ne pourra, sous aucun prétexte, être affecté au paiement des derniers mois de loyer lorsque la location prendra fin et ce loyer, ainsi que les charges, devront toujours être acquittés régulièrement aux échéances convenues. Le dépôt de garantie ne sera révisable ni au cours du contrat, ni lors du renouvellement éventuel de ce contrat.

Laquelle somme est payable auprès de la Trésorerie de Roanne Municipale, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

1° Le PRENEUR prendra les locaux loués dans l'état résultant de l'état des lieux qui sera dressé, ou contradictoirement entre les parties lors de la remise des clefs, ou à défaut par huissier de Justice à frais partagés. Il devra les tenir en bon état d'entretien pendant toute la durée de la location et les rendre à la fin du bail en bon état de réparations locatives, suivant la loi et les usages. Il devra satisfaire aux obligations lui incombant en vertu des dispositions de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989, du décret n° 87-712 du 26 août 1987 et des textes subséquents.

2° Le PRENEUR devra, pendant tout le cours de la location, tenir les lieux constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantité et valeur suffisantes pour garantir le paiement des loyers et charges, et l'exécution des conditions des présentes.

3° Le PRENEUR ne pourra exécuter ou faire exécuter dans les lieux loués aucun travail de transformation, percement, changement de distribution ou modification quelconque, sans l'autorisation écrite et préalable du BAILLEUR. Le BAILLEUR, s'il accorde cette autorisation pourra exiger que les travaux soient exécutés sous la surveillance de son architecte, dont les honoraires seront supportés par le PRENEUR.

4° Le PRENEUR subira toutes réparations ou autres travaux devenus nécessaires dans les lieux loués et dans les autres parties de l'immeuble. Le PRENEUR devra laisser le BAILLEUR ou son mandataire visiter les lieux loués chaque fois qu'il sera nécessaire pour l'entretien, les réparations ou la sécurité de l'immeuble. Il s'engage formellement à aviser le BAILLEUR, sans délai, de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux loués et qui nécessiteraient des réparations à la charges du BAILLEUR, et, au cas où il manquerait à cet engagement il ne pourrait réclamer aucune indemnité pour le préjudice qui résulterait pour lui de la prolongation du dommage au-delà de la date où il l'a constaté. Il serait en outre responsable envers le BAILLEUR de toutes aggravations de ce dommage survenues après ladite date.

5° Le PRENEUR devra utiliser les lieux loués uniquement pour son **habitation personnelle et à titre de résidence principale**. Il ne pourra les utiliser en partie à usage professionnel, sauf obtention de l'autorisation administrative prévue par l'article R631-4 du code de la construction et de l'habitation.

6° Il s'assurera contre l'incendie, les dégâts des eaux, les risques électriques, le recours des voisins, les explosions de toute nature et pour l'animal familier dont il peut être responsable et en général, tous les risques locatifs. Il devra en justifier à chaque réquisition du BAILLEUR par la production de la police et des quittances.

7° Le PRENEUR devra faire ramoner les conduits de fumée pouvant exister dans les lieux loués chaque fois qu'il sera nécessaire et en tout cas suivant les prescriptions administratives. Il devra souscrire un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée pour faire entretenir, au moins une fois par an, la chaudière de chauffage central et le ou les chauffe-eau, chauffe bain installés dans l'appartement, les tuyaux d'évacuation et les prises d'air et justifier de ces entretiens à toute réquisition du BAILLEUR. Il ne pourra faire usage d'aucun appareil de chauffage à combustion lente ni d'appareil de chauffage ou mazout ou au gaz sans avoir mis, à ses frais, les cheminées et conduits en conformité avec la réglementation et ce, sous la direction de l'architecte du BAILLEUR dont les honoraires seront à la charge du PRENEUR. Il reconnaît avoir été avisé de ce que la violation de cette interdiction le rendrait seul responsable des dommages qui pourraient être causés de ce fait.

8° Le PRENEUR devra user paisiblement de la chose louée aussi bien par lui même que par les personnes dont il pourrait être responsable, ne commettre aucun trouble de jouissance susceptible de nuire soit à la solidité ou à la bonne tenue de l'immeuble, soit d'engager la responsabilité du BAILLEUR envers les autres occupants de l'immeuble ou envers le voisinage. En particulier il ne pourra rien déposer sur les appuis des fenêtres, balcons et ouvertures quelconques sur rue ou sur cour, ni y étendre aucun linge, tapis, objet ménager, ustensile, outil quelconque. Il devra éviter tout bruit de nature à gêner les voisins ceux émis par les appareils de radio, télévision et tous les appareils de reproduction de sons de telle manière que le voisinage n'ait pas à se plaindre.

9° Le PRENEUR ne pourra déposer dans les cours, entrées, couloirs, escaliers, ni sur le palier et d'une manière générale dans aucune des parties communes sauf celles prévues à cet effet, aucun objet quel qu'il soit, notamment bicyclettes, cycles à moteur et autres véhicules, voitures d'enfants et poussettes. Le PRENEUR aura la possibilité de détenir dans les lieux loués un seul animal familier, et dans ce cas, il sera le responsable personnellement des dégâts et des nuisances que cet animal pourrait occasionner.

10° S'il dispose d'un jardin à titre privatif, il l'entretiendra en parfait état. La modification des plantations ne pourra se faire qu'avec l'accord écrit du BAILLEUR.

11° Il devra satisfaire, à ses frais, à toutes les charges et conditions d'hygiène, de ville, de police, ainsi qu'aux règlements de salubrité et d'hygiène et il acquittera exactement sa taxe d'habitation ainsi que toutes taxes assimilées ou substituées et en cas de départ en justifiera au BAILLEUR au moins un mois à l'avance, de manière que ce dernier ne puisse être inquiété à ce sujet.

12° Le PRENEUR devra assurer la protection de toutes canalisations, appareils à compteurs à son usage personnel dans les lieux loués susceptibles d'être affectés par le gel et sera, dans tous les cas, tenu pour responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir du fait de sa négligence.

13° Le PRENEUR ne pourra exercer aucun recours contre le BAILLEUR en cas de vol et déprédations dans les lieux loués.

14° En cas d'installation d'une antenne de télévision collective dans l'immeuble ou s'il en existe déjà une, le PRENEUR devra se brancher obligatoirement sur elle en s'interdisant l'usage de toute antenne individuelle et ce, moyennant paiement d'une quote-part des frais d'installation de ladite antenne. Il devra en outre participer aux frais d'entretien, réparation ou de remplacement de cette antenne.

15° En cas de mise en vente de l'immeuble ou de l'appartement, le PRENEUR devra laisser visiter les lieux loués deux jours ouvrables par semaine qui lui seront précisés par le BAILLEUR et pendant deux heures par jour. Il devra, également, les mêmes jours et pendant les mêmes heures, laisser visiter l'appartement en cas de cessation de location et ce, pendant les trois mois qui précéderont la fin de cette location.

16° Le PRENEUR devra se conformer au règlement intérieur de l'immeuble et au règlement de copropriété s'il existe.

17° Toute cession du droit du présent bail, toute sous-location, totale ou partielle, sont rigoureusement interdites. Le PRENEUR ne pourra laisser la disposition des lieux loués même gratuitement et par prêt, à aucune personne étrangère à son foyer.

FRAIS DE RECouvreMENT

Le PRENEUR paiera tous les frais que le BAILLEUR pourrait engager pour l'exécution du présent bail et le recouvrement des loyers et charges non payés à l'échéance.

CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut soit de paiement, aux termes convenus, de tout ou partie du loyer, des charges ou du dépôt de garantie, soit de souscription d'assurance par le locataire, le présent bail sera résilié de plein droit. Cette résiliation produira effet un mois après un commandement demeuré infructueux en cas de défaut d'assurance et deux mois après en cas de défaut de paiement. À peine de nullité, le commandement reproduit en cas de non-paiement les dispositions des quatre premiers alinéas de l'article 24 de la loi du 6 Juillet 1989, et en cas de défaut d'assurance les deux alinéas de l'article 7g de la loi précitée.

CLAUSE PENALE

En cas de non-paiement à son échéance de toute somme due, et après mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier, le locataire deviendra débiteur de tous les frais exposés par le BAILLEUR pour recouvrer les sommes qui lui sont dues y compris la totalité du droit proportionnel de l'huissier de justice.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le BAILLEUR fait élection de domicile en son siège, et le PRENEUR dans les lieux loués.

PIECES ANNEXES

A l'exemplaire du présent bail remis au locataire, ont été annexées, ainsi que celui-ci le reconnaît, les pièces suivantes, en application de l'article 3 de la loi du 23 décembre 1986.

- Plan
- Etat des lieux d'entrée
- Arrêté du 29/05/2015 relatif au contenu de la notice informative contenant les droits et obligations du locataire et du BAILLEUR
- Décret n° 87-713 du 26/08/1987
- Texte de l'article L-353-7 du Code de la construction et de l'habitation
- Texte de l'article L-353-8 du Code de la construction et de l'habitation
- Texte de l'article L-353-9 du Code de la construction et de l'habitation
- Une copie de la convention type n° 42-N-3-1-15-3-5-7032 en date du 17/03/2015 et de ses annexes.
- Diagnostic technique comprenant les rapports Amiante (pas d'amiante), plomb, DPE, l'état des risques et pollutions.

Etant ici précisé que compte tenu que les installations intérieures de gaz et d'électricité ont moins de 15 ans, les états des installations intérieures d'électricité et de gaz ne sont pas annexés.

Etant ici rappelé en tant que de besoin que le logement a fait l'objet d'une réhabilitation complète en 2013 impactant la charpente, le chauffage, l'électricité, la maçonnerie, la menuiserie, la plâtrerie-peinture, la plomberie et les revêtements de sol.

Fait à ROANNE en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties,
Le

LE BAILLEUR

Pour Roannais Agglomération,
Yves NICOLIN,
Le Président,
Pour le président et pas subdélégation,
Eric PEYRON
Le Vice-Président
délégué au patrimoine
et à la voirie

LE PRENEUR

Coline ROULLET-MARCHAND

